

Directive-cadre services

La Commission a présenté, le 4 avril dernier, une proposition modifiée de directive sur les services qui reprend en grande partie les amendements votés par le Parlement le 16 février précédent (voir bulletin 190). Ainsi :

Les services d'intérêt général (SIG) – non économiques – n'entrent pas dans le champ du projet de directive modifiée, mais les services d'intérêt économique général (SIEG) sont toujours inclus, notamment la distribution et le traitement des eaux. La proposition modifiée ne remet pas en cause l'existence de monopoles publics fournissant certains services, ni le mode d'organisation et de financement des SIEG. Elle ne prévaudra pas sur les règles sectorielles existantes (électricité, gaz, transports, etc.), ni sur le règlement relatif à l'application des régimes de sécurité sociale, sur la directive sur la radio télé diffusion, sur la directive relative à la reconnaissance des qualifications professionnels, sur la directive sur le détachement des travailleurs (voir ci-dessous), sur les règles du droit international privé (Rome I et II).

Les dispositions sur la prestation transfrontalière confirment la suppression du principe du pays d'origine.

De même, les articles 24 et 25 sur les entraves au détachement des travailleurs sont supprimés et font l'objet d'une communication séparée adoptée le même jour (voir plus bas).

En revanche, la nouvelle proposition de la Commission restreint l'exclusion des services sociaux. Les soins de santé, publics ou privés, sont exclus, mais, alors que le Parlement avait exclu les services sociaux "tels que" les services de logement social les services de garde des enfants et les services familiaux, la Commission propose à la place l'exclusion des "services sociaux relatifs au logement social, à la garde d'enfants et à l'aide aux familles et aux personnes dans le besoin". La communication sur les services sociaux d'intérêt général, annoncée maintenant pour fin avril, "reflétera l'importance de ces services pour les Européens".

En matière d'évaluation des exigences pouvant justifier certaines restrictions à la liberté d'établissement, la proposition de la Commission est plus restrictive que celle votée par le Parlement. S'inspirant de l'article 86.2 du traité, l'évaluation doit tenir compte de la spécificité des services d'intérêt économique général et des objectifs particuliers qui leur sont assignés.

La nouvelle proposition s'oppose au Parlement en réintroduisant les services juridiques dans le champ d'application de la directive. Enfin, la Commission ramène à deux ans le délai d'application de la directive, contre trois prévus par le Parlement.

http://europa.eu.int/comm/internal_market/services/docs/services-dir/guides/amended_prop_fr.pdf

Détachement des travailleurs

La Commission européenne a adopté, le 4 avril dernier, deux documents sur le détachement des travailleurs : une .../...

Services framework-directive

On 4th April 2006, the Commission presented a modified proposal for a directive on services which, mostly, includes amendments voted by the Parliament on 16th February 2006 (see bulletin 190). Thus:

Services of general interest (SGI) –non-economic– do not come into the scope of the modified draft directive, whilst services of general economic interest (SGEI) remain included, in particular, with regard to the treatment and distribution of water. The modified proposal does not question the existence of public monopolies providing certain services, nor the organisation and financing methods of SGEI. It will not have prevalence over the existing sector based rules (electricity, gas, transport, etc), nor over the regulation on the implementation of social security systems, nor the directive on the radio broadcasting, nor the directive on the recognition professional qualifications, nor the directive regarding the detachment of workers (see below), nor over rules governing private international law (Rome I and II).

Measures concerning cross-border service provision reassert the withdrawal of the principle of the country of origin.

Similarly, articles 24 and 25 on obstacles to the detachment of workers have been deleted and dealt with in a separate communication which was adopted on the same day (see below).

On the contrary, the new proposal by the Commission limits the exclusion of social services. Public or private health care services are excluded, however, whereas the Parliament had excluded social services "such as" social housing services, child care services and family care services, the Commission is, instead, proposing the exclusion of "social services that concern social housing, child care and assistance to needy families and individuals". The communication on social services of general interest, which is now scheduled for end of April, "will reflect the importance of these services for Europeans".

As regards the assessment of the requirements which could justify certain restrictions to the freedom of the establishment of services, the Commission's proposal is more restrictive than that voted by the Parliament. Referring to the article 86.2 of the treaty, the assessment must take account the particularity of services of general economic interest and of specific objectives attributed to them.

The new proposal goes against the Parliament's wish by reintroducing legal services in the scope of the application of the directive. Lastly, the Commission reduces to two years the delay for the application of the directive, against the three years envisaged by the Parliament.

http://europa.eu.int/comm/internal_market/services/docs/services-dir/guides/amended_prop_en.pdf

Posting of workers.

On the 4th of April, the European Commission adopted two documents concerning the posting of workers: a .../...

communication (SEC(2006) 159) sur la politique qu'elle entend mener et un rapport (SEC(2006) 439) faisant le point sur l'application de la directive 96/71/CE. Cette directive s'applique aux entreprises qui détachent au moins un travailleur pour exécuter à titre temporaire un travail dans un autre Etat membre. Cette publication intervient à la suite de la décision du Parlement européen de supprimer de la directive services les articles 24 et 25 relatifs au détachement des travailleurs.

La communication intitulée "Orientation sur le détachement des travailleurs dans le cadre de la prestation de services" passe en revue les différentes mesures de contrôle prises par les Etats membres (régimes d'autorisation ou de déclaration, documents nécessaires, contrôles supplémentaires) au regard de la jurisprudence de la Cour et les déclare conformes ou non conformes. Le document ne contient, toutefois, pas de listes d'obstacles, ni ne cite d'Etat membre. Elle indique, par ailleurs, quelles mesures supplémentaires les Etats membres doivent prendre pour améliorer l'information sur les termes et les conditions d'emploi à mettre en oeuvre. La Commission ne propose pas la révision de la directive de 1996, mais, dans un premier temps, vérifiera les efforts faits par les Etats membres et rendra un rapport dans douze mois. Dans l'intervalle, un questionnaire va être transmis aux Etats membres et aux partenaires sociaux pour les inviter à commenter leurs propres mesures et la façon dont ils perçoivent celles des autres Etats membres.

http://europa.eu.int/comm/employment_social/labour_law/doc/s/com_2006_159_fr.pdf

La CES (Confédération européenne des syndicats) a réagi en estimant que la Commission, en simplifiant excessivement la jurisprudence de la Cour, néglige, notamment, les spécificités des cas et des systèmes nationaux de réglementation du marché du travail et de relations industrielles, l'obligation légale des Etats membres d'utiliser des instruments efficaces et adaptés pour appliquer la directive et assurer la protection des travailleurs. Pour la CES cette communication "est aussi un document qui a une valeur juridique en ce sens que la Cour de justice pourra s'en prévaloir pour rendre ses jugements".

Evaluation

Lors d'un atelier de travail co-organisé par la Commission européenne et le CESE (Comité économique et social européen), le 5 avril, sur le rapport d'évaluation de la Commission européenne (voir bulletin 187), le CESE a appelé à une évaluation indépendante et uniforme des services d'intérêt général. Le CESE a proposé l'institution d'un Observatoire des SIG dont le premier objectif serait de promouvoir une évaluation indépendante et uniforme en Europe et qui associerait la société civile à ses travaux.

Dans ses interventions, le CELSIG a soutenu cette proposition qu'il a toujours avancée.

Initiative

Le CIRIEC (Centre international de recherche et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative) organise, son 26ème congrès international les 19/21 juin 2006 à Istanbul, sur le thème de "L'économie publique, sociale et coopérative dans le contexte de la globalisation : au service d'une économie plus responsable et plus solidaire"

Informations sur www.ciriec.org

communication (SEC(2006) 159) on its intended policy and a report (SEC(2006) 439) providing a progress report on the implementation of the directive 96/71/CE. This directive concerns companies which detach at least one worker to temporarily carry out work in another Member State. This publication follows the decision of the European Parliament to withdraw articles 24 and 25 concerning the detachment of the workers, from the services directive.

The communication entitled "Guidance in the posting of workers within the framework of the provision of services" reviews the various appraisal measures undertaken by Member States (authorisation or declaration systems, requisite documents, supplementary verifications) as regards the Court's case law and, declares them to be in conformity or not. However, the document does not include lists of obstacles, nor does it name any Member State. Further, it indicates which supplementary measures Member States should take in order to improve information concerning employment subject matters and conditions that are to be implemented. The Commission does not suggest the review of the 1996 directive but will, as a preliminary step, assess efforts made by Member States before publishing a report within a period of twelve months. Before the end of this period, a questionnaire will be submitted to Member States and social partners inviting them to comment on their own measures and the way in which they perceive those undertaken by other Member States.

http://europa.eu.int/comm/employment_social/labour_law/doc/s/com_2006_159_en.pdf

The ETUC (European Trade Unions Confederation) reacted by considering that the Commission, through excessively simplifying the Court's case law neglects, in particular, specificities of national regulations in labour market cases and systems and in industrial relations, the legal obligation of Member States to apply adapted and effective tools for the implementation of the directive and to ensure the protection of workers. In ETUC's opinion this communication "is also a document which has a legal value in the sense that the Court of Justice may use it in passing its judgements".

Evaluation.

During a workshop on the evaluation report of the European Commission (see bulletin 187), co-organised by the European Commission and the EESC (European Economic and Social Committee), on the 5th of April 2006, the EESC called for an independent and consistent evaluation of services of general interest. EESC suggested the setting up of an Observatory for SGI whose prime objective would be to promote an independent and consistent evaluation in Europe and which would involve the civil society in its activities.

In its contributions, CELSIG supported this proposal which it has throughout brought forward.

Initiative.

The CIRIEC (International Center of Research and Information on the Public, Social and Cooperative Economy) will hold its 26th international congress from 19th to 21st June 2006, in Istanbul, on the theme "Public, social and cooperative economy within the context of globalisation: to the service of a more responsible and more solidarity based economy "

Enquiries at www.ciriec.org

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.